

3.2. Milieux naturels protégés et inventoriés

3.2.1. Les inventaires patrimoniaux : les Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

La Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) est avant tout un outil de connaissance. Les ZNIEFF de type 1 recensent des secteurs de superficie souvent limitée, caractérisée par leur intérêt biologique remarquable, tandis que les ZNIEFF de type 2 définissent de grands ensembles naturels riches et peu modifiés ou qui offrent des potentialités biologiques importantes.

Il n'y a pas d'inventaire ZNIEFF sur le territoire communal.

3.2.2. Les périmètres Natura 2000

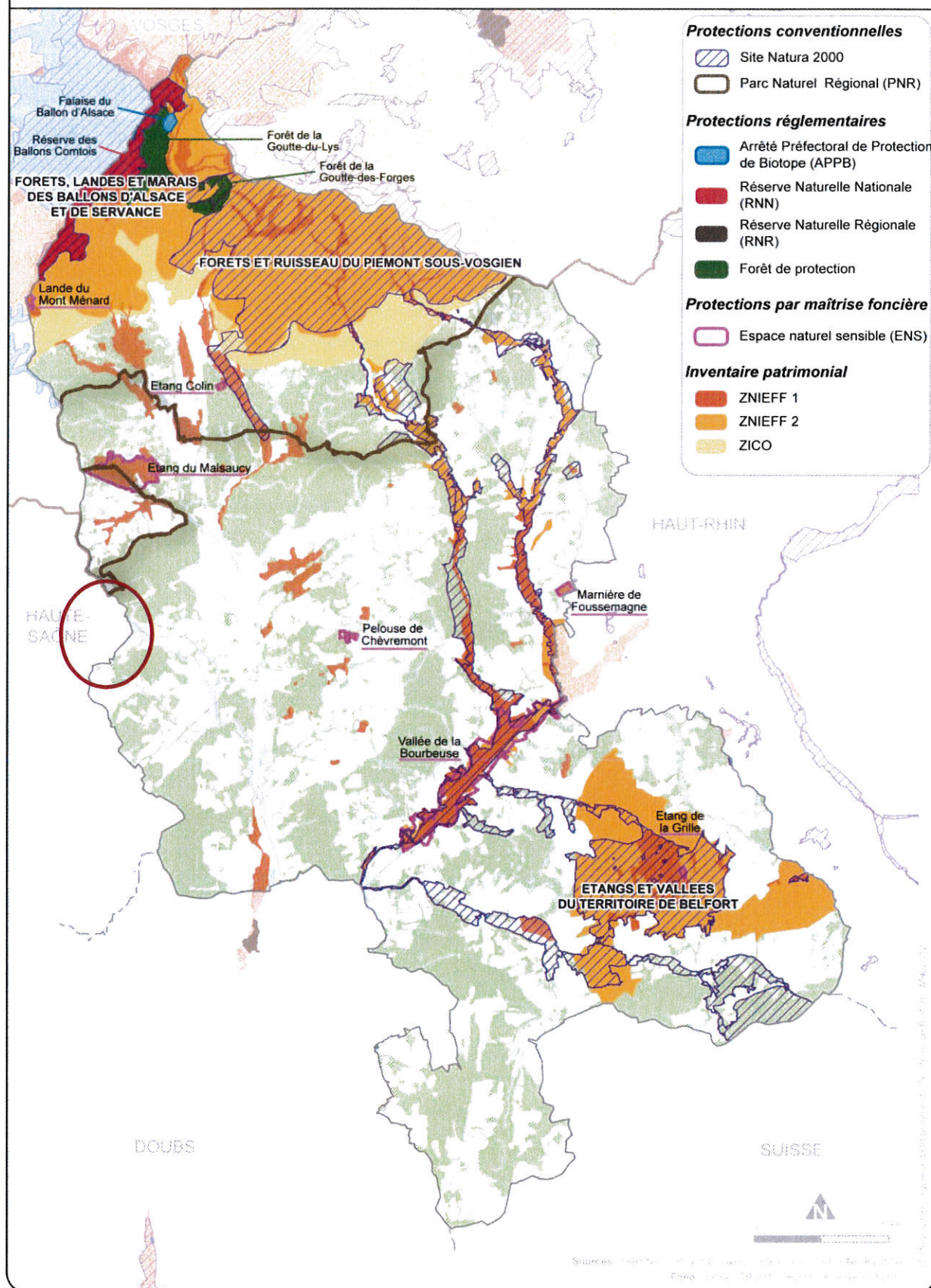
La commune n'est pas concernée par un site Natura 2000. Ce sont des sites naturels ou semi-naturels ayant une valeur patrimoniale par la faune et la flore exceptionnelle qu'ils contiennent. C'est un réseau à l'échelle de l'Union Européenne.

Trois sites Natura 2000 sont présents sur le territoire départemental, essentiellement dans le Nord et l'Est du département (forêt, étang, cours d'eau).

3.2.3. Les espaces naturels sensibles (ENS)

La commune n'est pas concernée par un espace naturel sensible qui est une protection par maîtrise foncière. Ce dispositif repose sur une taxe départementale de 1 %, prélevée sur la construction de nouveaux bâtiments, permettant de financer l'étude et la protection des espaces à valeur écologique remarquable. La gestion de ces espaces est assurée par le Conseil Départemental (CD90).

> PATRIMOINE NATUREL



3.2.4. Les zones humides

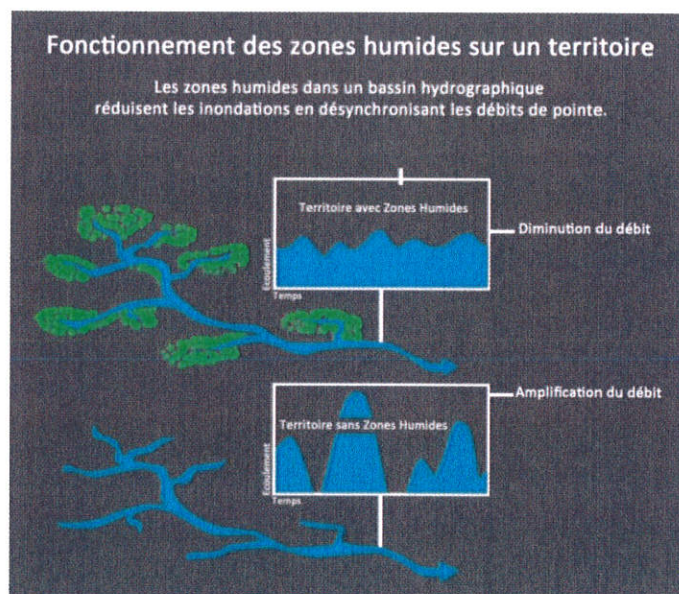
Les éléments sur les milieux aquatiques (rivière, étang) sont détaillés dans le chapitre : « Le contexte géo-climatique et géomorphologique – Hydrographie et qualité de l'eau ». Les milieux humides sont abordés dans la partie « 3.1.1. Occupations du sol des milieux naturels et semi-naturels » et décrits ci-après.

Les zones humides sont aujourd'hui considérées comme des milieux particulièrement sensibles et menacés, notamment au sens de la LEMA (Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques, 2006). La DDT estime que dans le Territoire de Belfort, 50 % des zones humides ont disparu en 30 ans (urbanisation, étangs pléthoriques, remblais...).

Définition : « on entend par zone humide, les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année » (Art. L.211-1 du Code de l'Environnement).

Il s'agit d'espaces qui cumulent des intérêts plurifonctionnels en termes d'équilibre des bassins versants, de qualité de l'eau (rôle de filtre) et de richesse biologique (forte biodiversité). Ces secteurs assurent aussi des fonctions récréatives et paysagères. A l'opposé, elles sont généralement perçues comme des terres contraignantes par les exploitants, en raison de l'hydromorphie des sols.

Les plaines inondables jouent le rôle de réservoir naturel et contribuent ainsi à la prévention contre les inondations. Par leur capacité de rétention de l'eau, les zones humides diminuent l'intensité des crues, et, à l'inverse, soutiennent les débits des cours d'eau en période d'étiage (basses eaux). Les zones humides jouent également un rôle dans la stabilisation et la protection des sols : la végétation, adaptée à ce type de milieu fixe les berges, les rivages. Elle participe à la protection des terres contre l'érosion et freine la vitesse du courant lors de crues.



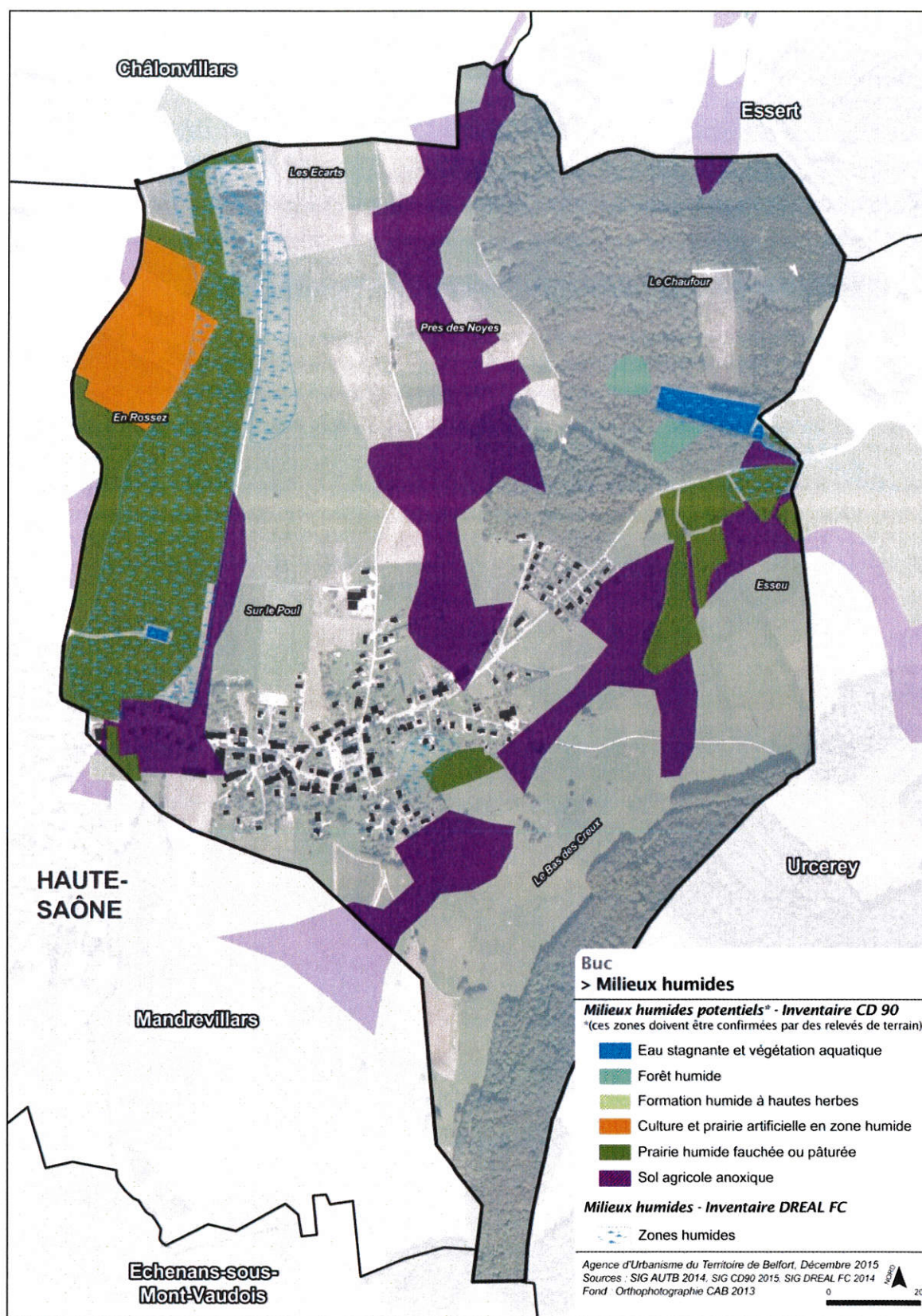
Fonctionnement des zones humides (Source : AUTB)

Compte tenu de leur intérêt biologique, écologique et hydrologique, la protection des zones humides doit être assurée au titre de l'article L101-2 du code de l'urbanisme. En application de cet article, les documents d'urbanisme doivent respecter les principes du développement durable et notamment préserver la biodiversité, les écosystèmes et les ressources naturelles. Par ailleurs, le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016-2021 impose dans son orientation 6B-04 que : « [...] lorsque la réalisation d'un projet conduit à la disparition d'une surface de zones humides ou à l'altération de leurs fonctions, les mesures compensatoires prévoient la remise en état de zones humides existantes ou la création de nouvelles zones humides. Cette compensation doit viser une valeur guide de 200% de la surface perdue. [...] »

Les zones humides potentielles présentes à Buc correspondent aux prairies humides pâturées au lieu-dit « En Rossez » et « Esseau » ainsi qu'aux prairies humides situées à l'arrière des constructions des rues de la Vierge et de Bavilliers. On remarque également de nombreuses surfaces agricoles anoxiques réparties sur tout le territoire communal ainsi que des forêts humides.



Prairie humide et prairie humide au sein de la zone urbaine (AUTB, 2016)



3.1. Flore, Faune et Habitats naturels et semi-naturels

Méthodologie : Le diagnostic écologique est élaboré à partir de deux méthodes complémentaires :

- *Une étude bibliographique (recensement et synthèse des données existantes sur la commune).*
- *Une campagne de relevés de terrain : investigations axées sur les habitats et la flore, réalisées en période favorable, en vue de caractériser les milieux.*

Les cartographies sont réalisées sur les logiciels QGIS 2.8 et Illustrator. Les données principales sont issues de banques de données et de la nomenclature Corine Land Cover (CLC), complétées par l'analyse et l'interprétation de photos aériennes IGN, et des observations de terrain.

3.1.1. Occupation du sol des milieux naturels et semi-naturels

Le ban communal de la commune de Buc s'articule autour de 6 grands types de milieux :

- Les **milieux aquatiques et humides** qui représentent environ 17,5 hectares soit 7 % du ban communal, comprenant le cours d'eau (La Charmille), les forêts humides, les prairies humides et mégaphorbiaies et les eaux stagnantes (étang du Paquis).
- Les **milieux forestiers** (forêts caducifoliées, plantations, landes et fruticées) avec près de 64 hectares soit 25 % de la superficie communale.
- Les **milieux arbustifs** (haies, bosquets, alignements d'arbres) occupent des superficies limitées et ne représentent que 1 % de recouvrement.
- Les **milieux ouverts prairiaux et les vergers** soit 121 hectares (48 % du ban)
- Les **espaces cultivés** avec 27 hectares (10 % du ban)
- L'**emprise urbaine et les territoires artificialisés** couvrent eux près de 14 % du ban communal avec 19 hectares de superficie.

3.3. Fonctionnement et continuité écologique ou Trame verte et bleue

3.3.1. Fragmentation des écosystèmes

Nos activités humaines engendrent la fragmentation des habitats naturels. Cette fragmentation est la principale cause d'extinction des espèces dans le monde, elle se manifeste lorsqu'un écosystème de large étendue est transformé par action humaine en de nombreux fragments, de taille réduite, isolés spatialement. La perte et la fragmentation des habitats sont généralement deux phénomènes corrélés, qui peuvent intervenir en même temps, augmentant de ce fait les effets délétères sur le milieu naturel.

Ces phénomènes sont liés à un grand nombre d'activités humaines : l'urbanisation, la multiplication des voies de communication (les routes qui traversent les forêts sont une barrière pour de nombreuses espèces), la surexploitation des ressources naturelles qui contribuent chaque jour à fragmenter les espaces naturels.

Or, le cloisonnement et la régression des surfaces des milieux naturels conduisent à l'isolement et au confinement de populations faunistiques et floristiques. Ainsi, de nombreuses espèces peuvent rencontrer des difficultés pour se reproduire, accomplir leur cycle de vie et échanger ainsi leur patrimoine génétique avec d'autres populations plus lointaines. De plus, leur faculté d'adaptation au changement climatique par déplacement des aires de répartition peut alors être compromise et entraîner leur disparition.

Face à cette menace, la constitution d'une "Trame verte et bleue" s'est imposée aux acteurs du Grenelle de l'environnement comme l'une des réponses aux grands enjeux que représentent la protection et la restauration de la biodiversité.

La Trame Verte et Bleue vient compléter et s'appuyer sur les mesures mises progressivement en place depuis la fin des années soixante-dix : inventaire ZNIEFF, réserves naturelles, arrêtés de protection de biotope, espaces naturels sensibles, SAGE, Natura 2000 : sites européens au patrimoine naturel exceptionnel.

Ces approches se traduisaient par la définition des périmètres hébergeant une faune, une flore ou des habitats particuliers et selon les cas, des moyens, voire une réglementation pour les conserver. L'approche « trame verte et bleue » ajoute, à la **mise en valeur de ces sites**, la volonté de briser leur isolement en restaurant ou en conservant un continuum écologique pour permettre aux espèces sauvages de migrer, se disperser, renforcer des populations déclinantes, recoloniser des habitats désertés, échanger des individus pour un meilleur brassage génétique.

La Trame verte et bleue permet la prise en compte et la détermination d'enjeux écologiques à l'ensemble du territoire dès lors qu'un **aménagement** devient un **obstacle infranchissable pour des espèces sensibles**. Un diagnostic départemental du patrimoine naturel, de l'occupation du sol et de ses enjeux, a été nécessaire pour proposer une trame verte et bleue en cohérence avec les continuités écologiques identifiées dans les territoires voisins. Pour rendre opérationnelle la trame verte et bleue, des **actions** sont proposées pour maintenir ou retrouver un **continuum écologique fonctionnel**. (*Syndicat Mixte du SCoT du Territoire de Belfort, 2012*).

La Trame verte et bleue apporte également des bénéfices directs ou indirects à la population via les services qu'elle rend. En effet, elle contribue au maintien des services rendus par les écosystèmes (qualité des eaux et des sols, pollinisation, prévention des inondations, amélioration du cadre de vie des habitants...).

La TVB sert également des objectifs sociaux et culturels en contribuant à améliorer la qualité et la diversité des paysages, en ménageant des espaces récréatifs et de loisirs et en contribuant à des répercussions économiques (production de ressources, bénéfices pour l'agriculture, autoépuration...). En outre, elle peut favoriser l'innovation et la dynamique économique d'un territoire.

La traduction à l'échelon régional des continuités écologiques s'inscrit dans un Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE), impulsé par la Loi Engagement National pour l'Environnement (ENE) en juillet 2010. Les PLU « doivent prendre en compte, lorsqu'ils existent, les SRCE ».

Ce document a été récemment approuvé à l'échelle de la Région Franche-Comté. A l'échelle départementale, le PLU de Buc se réfère à l'étude « Trame Verte et Bleue » qui a été menée dans le cadre du SCoT du Territoire de Belfort en 2011/2012.

3.3.2. Description de la Trame Verte et Bleue

La trame **verte** comprend les écosystèmes arborés (forêts, bosquets, haies) et les écosystèmes prairiaux (prairies et pelouses sèches), la trame **bleue** réunit les zones humides et les cours d'eau. Dans les **réservoirs de biodiversité**, zones considérées comme riches sur le plan de la biodiversité, les espèces trouvent les conditions nécessaires à leur cycle de vie (alimentation, abri, reproduction...). Les **corridors écologiques** sont les voies de déplacement empruntées par la faune et la flore entre les réservoirs de biodiversité. Les cours d'eau constituent à la fois des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques pour les espèces qui y vivent.

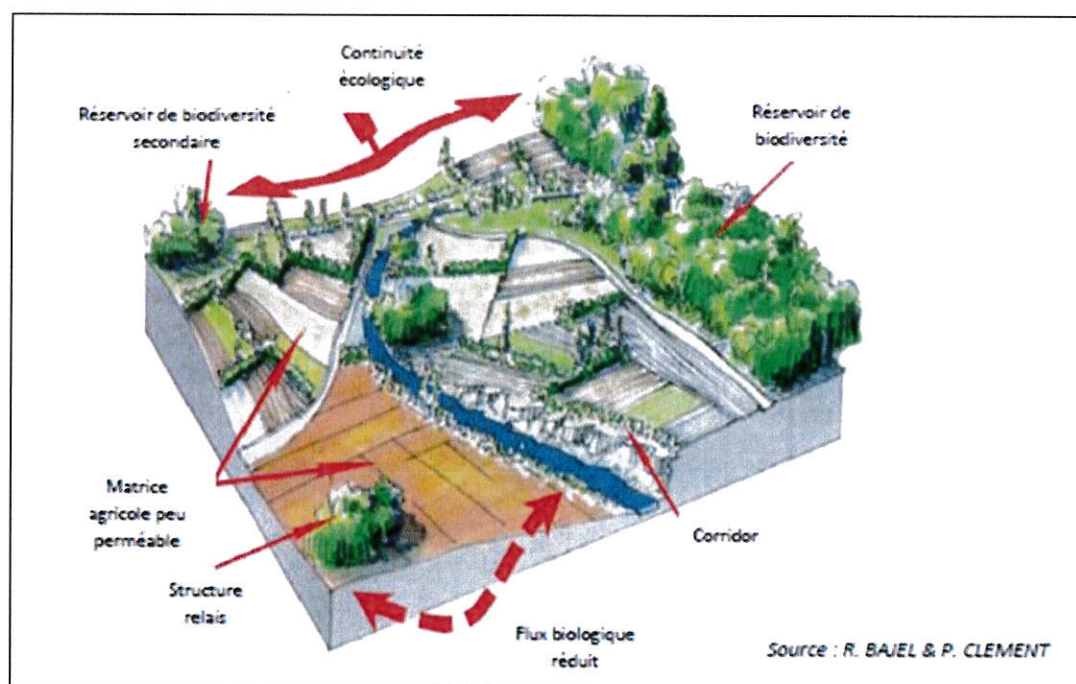


Illustration thématique du fonctionnement écologique sur un territoire donné

3.3.3. La trame verte et bleue du Territoire de Belfort

Dans le cadre du SCoT du Territoire de Belfort, une étude spécifique sur l'ensemble du département a permis d'identifier les réservoirs de biodiversité et les continuités écologiques existantes ainsi que les points de rupture ou de fragilisation qui limitent la fonctionnalité de ces continuités. L'étude « Trame verte et bleue » propose également des actions pour améliorer ou conserver la fonctionnalité des continuités écologiques.

3.3.4. Trame Verte et Bleue et fonctionnement écologique à Buc

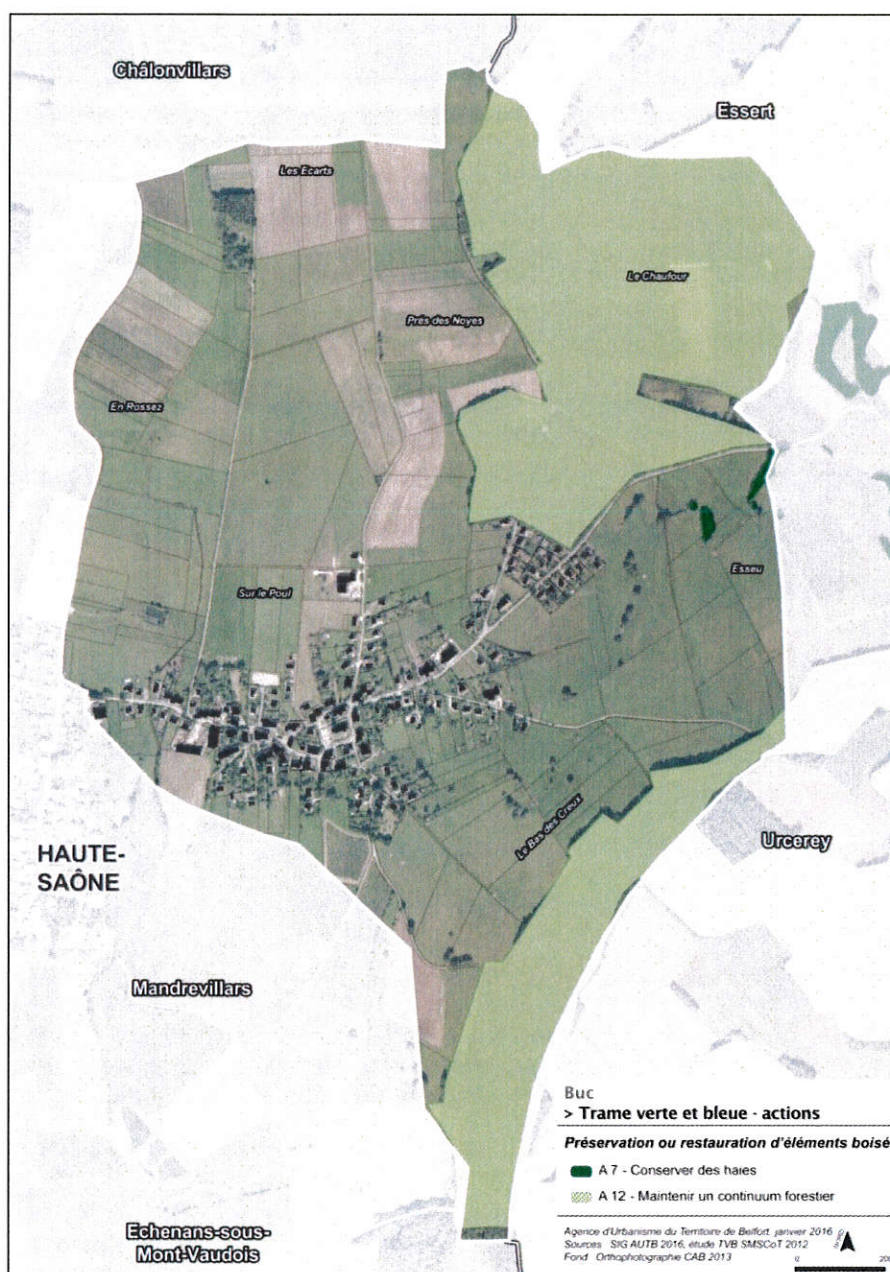
Sur le territoire communal, sont identifiés des continuités écologiques qui permettent de relier des réservoirs de biodiversité situés en dehors du territoire communal. Ce sont les espaces boisés du Chaufour et du massif de la Côte ainsi que quelques bosquets qui participent à la fonctionnalité de la trame des forêts.

Afin de préserver la continuité forestière et de la renforcer, sont inscrites les actions suivantes concernant le territoire communal :

- le maintien du continuum forestier du massif boisé du Chaufour et de la Côte
- et la conservation des bosquets situés au lieu-dit « Esseau ».

Ces actions permettent de :

- **Préserver** ces milieux à forts enjeux écologiques
- **Relier** les réservoirs de biodiversité entre eux à l'échelle communale et supra-communale (Essert, Urcerey, Echenans-sous-Mont-Vaudois)
- **Assurer** la dispersion et la migration des espèces floristiques et faunistiques











Buc**> Fonctionnement écologique local**

Agence d'Urbanisme du Territoire - Mai 2016
 Sources : SIG AUTOB 2015 - BD Topo IGN 2014
 Fond : BD Ortho IGN 2013, Cadastre DGI 2015



0 500m

-  Limite communale
-  Eaux stagnantes
-  Cours d'eau
-  RD17 et C4 : coupure fonctionnelle
-  Déplacements faune terrestre
-  Déplacements faune aquatique
-  Espace de respiration - coupure d'urbanisation
-  Point de conflit - risque de collision avec les véhicules

